

## Activity cycle memorandum (Activity Appraisal Document (BEMO))

(for ODA activities)

L'ancien format est utilisé, parce que la rédaction du bemo a commencé avant l'apparition du nouveau format.

### **1.1 General information**

*Please refer to the ODA Policy Data Guide to help you provide the following information.*

**Red --> Parts which should not be published in the open data.**

***[Click here for more information.](#)***

<b>Application number</b>	4000005170
<b>Date of receipt of application</b>	2020/8 (Note Conceptuelle), 21/4 Proposition entière après première tour de commentaires, 19/08/2021 soumission de la deuxième proposition après incorporation des commentaires du seance Intake.
<b>Short name of application</b>	PROSMED
<b>Full name of application</b>	Programme d'appui à la Stabilisation du Mali à travers le renforcement de l'Etat de Droit
<b>Description of application</b>	<p>Le programme PROSMED, conjointement mise en œuvre par PNUD, ONU Femmes et de la MINUSMA, prévoit contribuer à une amélioration de la résilience de la population face aux dynamiques de conflits dans 17 cercles ciblés en attaquant – de manière intégrée - les causes profondes de l'instabilité à travers 4 objectifs:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Faire bénéficier les populations d'infrastructures de paix et de mécanismes de prévention et gestion des conflits efficaces, inclusifs et accessibles à toutes et tous :</li><li>- Restaurer la confiance et assurer un accès effectif de la population, notamment les femmes et les filles survivantes de VBG, aux services de sécurité, de justice et à des institutions des droits de l'Homme plus représentatifs, efficaces, redevables et transparents</li><li>- Réduire la corruption au sein des services de sécurité et de justice grâce aux efforts de prévention et de répression et au renforcement du contrôle citoyen des populations</li><li>- Rendre les communautés plus résilientes faces aux discours en lien avec la radicalisation et l'extrémisme violent.</li></ul> <p>Les activités du programme ciblent directement 80 000 personnes au sein de 21 cercles pendant les 4 années du programme. Plus spécifiquement, à travers les quatre résultats du programme, au moins 30 000 femmes seront directement ciblées (au moins 30 % de la population ciblée), y compris 200 survivants VBG, et 20 000 jeunes (15-35 ans).</p>
<b>Budget holder</b>	BAM
<b>Business partner</b>	UNDP Mali (on behalf of UNDP, UN Women and MINUSMA)
<b>Business partner's number</b>	179179

<b>Legal relationship</b>	Arrangement/contribution
<b>Commitment in foreign currency</b>	USD 11.627.908
<b>Corporate rate</b>	€ 1 = 0,845 USD
<b>Commitment in EUR</b>	EUR 9.825.581
<b>Funds centre</b>	1704U0304003
<b>Activity start date</b>	1/10/2021
<b>Activity end date</b>	30/09/2026
<b>Contract start date</b>	1/10/2021
<b>Contract end date</b>	30/09/2025
<b>Is this a follow-up to a previous activity?</b> <i>(If so, provide the number of the previous activity)</i>	Oui, le projet intègre les résultats du projet 29543
<b>Specific undertakings</b> <i>(State here if the activity to be financed is the result of an undertaking by a minister, an amendment by the House of Representatives or another reason. You should also state here if the activity is a fully confidential activity and should therefore be excluded from open data).</i>	N.a.

**1.2 Information for OESO-DAC**

*(Please refer to the ODA Policy Data Guide to help you provide the following information.)*

<b>Aid modality</b>	Other Aid		
<b>Donor role</b>	Single donor		
<b>Technical assistance</b>	TA = > 50% (approx. 75% training/provision of technical expertise/accompaniment)		
<b>Beneficiary's country/region</b>	Country (state the country concerned)		
<b>Specified countries + division of budget over those countries</b> <i>(in so far as this is known)</i>	<b>Country</b>		
	Mali		
	<b>Total</b>		<b>100%</b>
<b>Location within the country/ countries</b> <i>(be as specific as possible)</i>			
<b>CRS code (1 CRS code per activity)</b>	15130 legal and judicial development		
<b>Policy markers weighted 'principal'</b> <i>Explain choices in section 2.1</i>	<b>International RIO markers</b>		
	Gender		Not applicable
	Climate adaptation		Not applicable
	Climate mitigation		Not applicable
			<i>Explain your choices under 2.1.</i>
	InsOntw, RepRcht,		
<b>Policy markers weighted 'significant'</b> <i>Explain choices in section 2.1</i>	<b>International RIO markers</b>		
	Gender		Significant
	Climate adaptation		Significant
	Climate mitigation		Not applicable
			<i>Explain your choices under 2.1</i>
	Crrpt		

## **2. APPRAISAL OF THE ACTIVITY**

### **2.1 Policy relevance (including digitalisation) and monitoring, evaluation and learning (MEL)**

A travers une approche géographique, le programme vise à renforcer le contrat social entre la population et la population, à travers une combinaison d'interventions mises en œuvre de manière concomitantes dans 17 cercles ciblées (cf carte ci-dessous) pour atteindre les quatre objectifs suivantes :

- Faire bénéficier les populations d'infrastructures de paix et de mécanismes de prévention et gestion des conflits efficaces, inclusifs et accessibles à toutes et tous :
- Restaurer la confiance et assurer un accès effectif de la population, notamment les femmes et les filles survivantes de VBG, aux services de sécurité, de justice et à des institutions des droits de l'homme plus représentatifs, efficaces, redevables et transparents ;
- Réduire la corruption au sein des services de sécurité et de justice grâce aux efforts de prévention et de répression et au renforcement du contrôle citoyen des populations
- Rendre les communautés plus résilientes face aux discours en lien avec la radicalisation et l'extrémisme violent.

Ainsi, le programme PROSMED correspond aux priorités de Pays-Bas pour Mali et la région de Sahel, tel que décrit dans la Stratégie Multi Annuelle pour le Sahel, ainsi que plusieurs résultats du Cadre de Résultats sur la Stabilisation et l'Etat de droit (*DSH/Results Framework Security and Rule of Law*, notamment 2.1 (accès à la justice), 1.1 (sécurité communautaire), 2.2 (renforcement des structures de justice) et 3.1 (renforcement des mécanismes locaux du conflit). De plus, le programme contribue directement à la réalisation des ODD 16 (*paix, justice et institutions efficaces*) et 5 (*égalité entre les sexes*).

Les objectives et la stratégie du programme PROSMED cadrent bien avec l'évolution des stratégies internationales d'appui au Mali en faveur des approches plus géographiques et intégrées, au lieu de petits projets thématiques dispersés et souvent mal coordonnés. Le PNUD, qui sera l'agence administrative (AA) pour ce partenariat, est également le lead pour la mise en œuvre de l'approche intégrée (géographique) de l'Alliance Sahel pour la région de Mopti. En effet, les objectives et l'approche du programme PROSMED s'inscrivent – entre autre – dans la pilier 4 de la coalition internationale pour le Sahel, et cadrent avec l'appel fait lors du Sommet du G5 Sahel de N'Djamena en février 2021 pour un 'sursaut civil et politique', notamment la nécessité d'accompagner le retour des services de l'état dans les zones stabilisés.

Ce projet prévoit de consolider les acquis (*indiqué comme activités PROSMED/Prison Mandela dans la politique de visibilité*) du projet PNUD Prison Mandela – appuyé par les Pays-Bas - qui prendra fin le 30 Septembre. De plus, en assurant une bonne coordination sur terrain, le programme prévoit d'être complémentaire à notre programmation dans le secteur de justice/état de droit en cours en remplissant quelques lacunes en matière d'accès de la justice (pour les femmes en particulier), PVE et sécurité communautaire. En effet un appui au Ministère des Affaires Religieuses et de Culte (MARC) pour la mise en œuvre de la politique nationale de prévention de l'extrémisme violente avait été prévu depuis quelques temps, et est maintenant incorporé dans le présent projet.

Dans sa conception, le PROSMED a prise en compte les activités déjà réalisées ou programmées par les autres partenaires internationaux. Le document de projet comprend une cartographie (par résultat) avec les différents projets en cours, y compris ceux financés par les Pays-Bas, notamment (mais pas exclusivement) les partenariats avec IDLO et DEMESO (renforcement des structures judiciaires et aide juridique/judiciaire), le nouveau partenariat DCAF (sécurité communautaire) et Land@Scale et PASARC II (appui aux Comités Fonciers). Cette cartographie sera mise à jour régulièrement lors de la mise en œuvre du programme. Lors de la phase pilote du programme, des synergies sont déjà été établis entre le PROSMED et la programmation appuyée par les Pays-Bas dans le domaine de l'état de droit et cohésion sociale, en particulier avec IDLO et DEMESO. Les partenaires ont confirmé que cette coordination et collaboration marche bien dans les zones pilotes du programme PROSMED.

PROSMED, en tant que projet de stabilisation, s'inscrit également dans le cadre de la TEI (Team Europe Initiative) Stabilisation au Mali, et appuiera la mise en œuvre de la Facilité Régionale de Stabilisation du Liptako-Gourma, en mettant en œuvre les interventions axés sur la redevabilité et l'efficacité des services de sécurité l'appui aux différents mécanismes locaux de sécurité et gestion du conflit (coté 'soft'). Ainsi, le PROSMED assurera une durabilité des efforts à court terme de stabilisation prévu par la Facilité avec une stratégie plus longue terme et axée sur l'installation de la confiance de la population des services de l'état récemment retournés dans la zone. De plus, le PROSMED interviendra dans certains zones également ciblés par les Pôles de Sécurité Développent et Gouvernance (PSDG), et ainsi contribuera à la mise en œuvre du volet Développement et Gouvernance dans lesdites zones.

### **Approche Ne laisser personne de côté (LNOB)**

Le PROSMED a mis au cœur de sa stratégie l'approche *LNOB (Leave no one behind)*. Elle concerne notamment les femmes et les jeunes qui sont fortement marginalisés et discriminés au sein de la société malienne, ainsi que les victimes de la pratique de l'esclavage dans les cercles particulièrement concernés (Djema, Yelimané et Nioro). L'identification et la prise en compte des personnes les plus vulnérables sera assurée dans le cadre des différents résultats du programme à travers les modalités suivantes:

- Veiller à ce que des besoins des populations les plus vulnérables soient prise en compte par les mécanismes de gestion et prévention des conflits (COFO, CCR etc.), appuyé par le programme;
- Assurer une représentativité et l'inclusion des besoins des groupes les plus vulnérables dans le cadre de l'appui donné aux comités consultatifs de sécurité et les plateformes citoyenne de redevabilité des acteurs étatiques ;
- Pour la composante accès à la justice, des études spécifiques seront réalisées dans chaque cercle ciblé afin d'identifier les personnes les plus vulnérables qui pourront bénéficier des appuis pilotes prévus en matière d'assistance juridique et judiciaire.
- Sur base de ces études ; définition des critères d'éligibilité des services pilotes d'assistance juridique et judiciaire et utiliser ces données pour informer la révision de la législation en matière d'assistance juridique et judiciaires étatiques.

**Suivi, Evaluation et Apprentissage (MEL):** Le suivi-évaluation du projet est sous la responsabilité du Comité de pilotage (CP) et conformément au plan de suivi et évaluation de l'UNSDCF (*United Nations Sustainable Cooperation Framework*). Le programme fera également l'objet d'une vérification externe à travers des évaluations à mi-parcours et finale.

Le document de projet fait preuve d'une bonne capacité d'apprentissage, en articulant plusieurs leçons apprises de la programmation précédente, y compris ceux du projet Prison Mandela. Les indicateurs du cadre de résultats du PROSMED montrent une bonne équilibre entre les résultats qualitatives et quantitatives et sont axés sur les changements concrets à différents niveaux. L'impact de la totalité des interventions est mesuré à travers des enquêtes biannuels menés par l'institut de recherche SIPRI dans les cercles ciblés par le programme.

Afin de faire face à l'instabilité politique et sécuritaire du contexte Malien, le programme prévoit de développer des modalités de mise en œuvre qui puissent être flexibles et répondre à l'évolution de la dynamique politique. Par conséquent, le cadre de résultats tel que présenté dans le document de programme fournit des résultats globaux, des produits et des activités indicatives, mais est relativement limité dans le niveau de détail qu'il fournit au niveau des activités. Sur une base annuelle, des plans de travail détaillés des activités seront développés, qui tiendront compte du contexte politique.

La capacité MEL de l'équipe est en accord avec l'échelle du programme: un responsable M&E fera partie de l'équipe de programme. De plus, les volontaires communautaires du projet (basés dans les chefs-lieux) de chaque cercles seront également être responsables de la collecte de données sur terrain. Un plan détaillé de S&E sera élaboré lorsque le responsable S&E soit recruté.

<b>Task</b>	<b>Assessment</b>
<p>In addition, assess the extent to which this intervention is relevant to policy.</p> <p>State how this intervention scores on the cross-cutting themes of gender, climate adaptation and climate mitigation. Ensure that this is in accordance with the policy markers selected in section 1.2.</p>	<p>Ce programme porte sur le renforcement du contrat social dans les zones ciblées à travers une approche intégrée. Comme mentionné ci-haut, il est en accord avec le contexte actuel du Mali, les priorités du gouvernement malien, les réflexions en cours sur les approches d'appui à la stabilisation au Mali et les priorités politique de la coopération Pays-Bas.</p> <p><i>Gender Scoring : Significant (UN Gender Marker 2) : La lutte contre les inégalités basées sur le genre est prise en compte de manière transversale dans le PROSMED à travers des produits dédiés au sein de chaque résultat. Les interventions prévues sont alignées sur la Note Stratégique 2020-2024 d'ONU Femmes et à la stratégie genre du PNUD Mali 2019-22 et son Axe 1 relatif à la gouvernance inclusive et la consolidation de la paix.</i></p> <p>Faisant référence au recherche de SIPRI sur "<i>Climate-related security risks and peacebuilding in Mali</i>", le programme décrit dans son analyse contextuelle que les mécanismes endogènes de gestion de conflit sont été érodées depuis 2012 en raison de plusieurs facteurs, dont le changement climatique : <i>'dans un contexte où les terres arables et le bétail constituent une source primaire de richesse pour les populations locales, la diminution des terres et d'autres ressources naturelles telles que l'eau due aux pressions démographiques et au changement climatique, a encore contribué à perturber les structures socio-économiques qui ont traditionnellement constitué la base des mécanismes de prévention des conflit locaux'</i>.</p> <p>A travers produit 2.1 en particulier, le programme vise à réduire la vulnérabilité de la population aux effets du changement climatique spécifiquement liées à l'insécurité, à plusieurs niveaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- En renforçant les structures locaux de gestion de conflit, par exemple la gestion des conflits foncier à travers un appui aux commissions foncières communales et villageoises (COFO) ;</li> <li>- Des actions concrètes pour désamorcer les conflits entre communautés, identifiés par les mécanismes de gestion de conflit (ERAR, CCR et COFO). Par exemple le bornage de certains terroirs agricoles, de la construction de puits, de la définition de couloirs de transhumance, qui vont directement contribuer à renforcer la résilience des communautés face à l'impact du changement climatique.</li> <li>- Un appui à l'amélioration des législations et règlementation relative à la gestion du foncier rural ;</li> </ul> <p>Dans les rapportages narratives annuels, le programme sera demandé d'inclure un analyse sur la contribution du programme a mitiger l'impact du changement climatiques aux communautés ciblées.</p>

## **2.2 Problem analysis and lessons learned**

### **2.2.1 Description**

#### Problématique centrale :

Comme souligné par de nombreuses analyses, la crise multidimensionnelle que traverse le Mali actuellement est due à une multitude de facteurs dont plusieurs sont en lien avec l'état de droit et la prévention des conflits : (1) le délitement de la cohésion sociale et la progression de l'extrémisme violent ; (2) la crise de confiance des populations envers les acteurs de sécurité et de justice ; (3) la faible gouvernance et l'aggravation de la corruption. Plus spécifiquement, ces facteurs interconnectés sont, avec quelques nuances contextuelles au niveau local, à la base de l'instabilité qui vivent la population dans les 17 cercles ciblés par le programme (à élargir vers 21 en fonction de mobilisation des ressources additionnelles).

Par conséquent, la stratégie du PROSMED, un programme conjointement mise en œuvre par le PNUD, ONU Femme et MINUSMA, découle d'un constat que – pour produire des changements au niveau local - il faudra adresser plusieurs facteurs interconnectés qui affaiblissent le contrat social et la résilience des populations locales aux conflits. L'hypothèse centrale du programme est que la crise de confiance des populations envers les acteurs étatiques de la sécurité et de la justice ne peut se résoudre qu'à travers une combinaison d'interventions mises en œuvre de manière concomitantes dans les localités ciblées. En plus, un renforcement de la coordination et de la mise en cohérence des interventions des partenaires nationaux et internationaux dans les secteurs visés par le programme (cohésion sociale, sécurité, justice, lutte contre la corruption et PVE) est nécessaire afin d'assurer une mise en œuvre efficace et une pérennisation des acquis du programme.

Ainsi, PROSMED prévoit d'intervenir sur cinq thématiques complémentaires (cohésion sociale, sécurité, justice, prévention et lutte contre la corruption et prévention de l'extrémisme violent) en intégrant la dimension genre à travers des interventions spécifiques.

Ainsi, la **Théorie de Changement** du PROSMED peut se résumer comme suit:

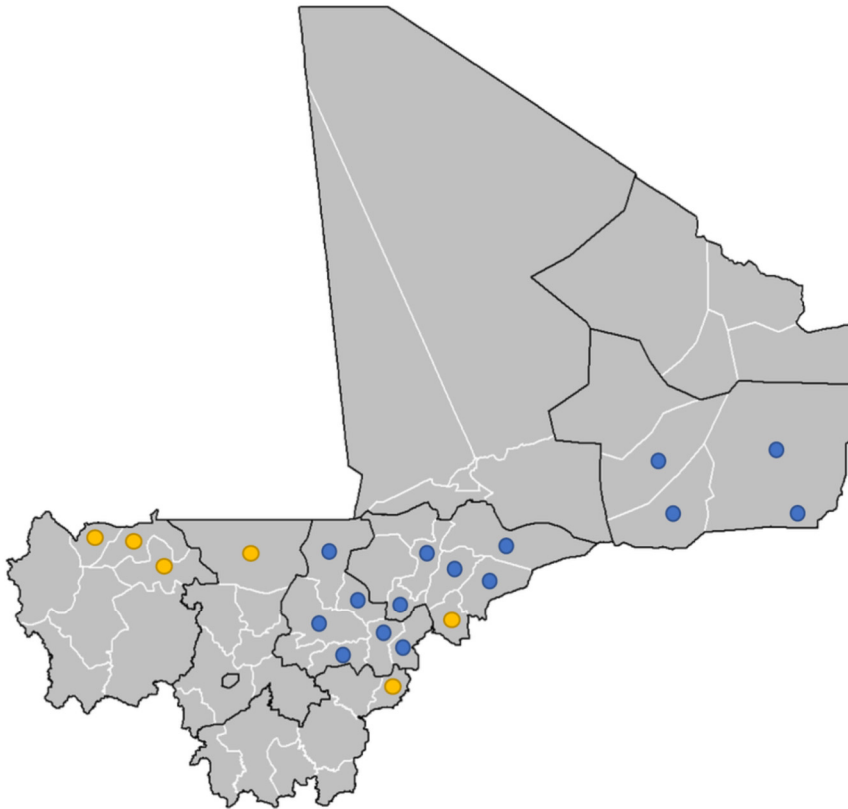
Si dans les 17 cercles ciblés :

- les populations bénéficient d'infrastructures de paix inclusives (et sensibles au genre);
- les populations, notamment les femmes et les filles survivantes de VBG, retrouvent la confiance et ont un accès effectif à des services de sécurité, de justice et des institutions des droits de l'Homme plus représentatifs, efficaces, redevables et transparents ;
- la corruption au sein des services de sécurité et de justice est diminuée ;
- les communautés sont renforcées dans la prévention de l'extrémisme violent et sont plus résilientes faces aux discours en lien avec la radicalisation et l'extrémisme violent;
- les institutions de sécurité et de justice, les infrastructures de paix, les institutions des droits de l'Homme et les communautés prennent en compte la participation active des femmes et les besoins spécifiques des femmes et des filles ;

alors les populations seront moins vulnérables aux dynamiques de conflit, vivront dans un environnement respectueux de l'état de droit de toutes et tous, qui est plus favorable à une paix durable et à un développement inclusif;

parce que les populations seront sensibles aux droits de la personne et plus résilientes face aux discours de radicalisation et bénéficieront de mécanismes informels de gestion et prévention des conflits inclusifs qui fonctionneront en complémentarité avec des services de sécurité et de justice disponibles et mieux adaptés aux besoins de la population.

## ZONES GEOGRAPHIQUES D'INTERVENTION DU PROSMED



- **Interventions en cours** : Mopti, Djenne (Mopti) ; Bandiagara, Koro (Bandiagara) ; Douentza (Douentza) ; Segou, Macina, Niono (Segou); San, Bla, Tominian (San); Gao, Ansongo (Gao) ; Menaka, Andéranboukane (Menaka);
- **Interventions planifiées**: Bankass (Bandiagara); Diéma, Yelimane (Kayes); Nioro (Nioro); Nara (Nara); Yorosso (Sikasso).

### Approche PROSMED

Le programme prévoit une approche à la fois stratégique avec des appuis ciblés au niveau des ministères et institutions au niveau centrale, et localisée avec des acteurs non-étatiques et opérationnelle en concentrant ses activités sur 17 zones géographiques spécifiques afin de maximiser l'impact des interventions (à élargir vers les 21 zones initialement cibles après mobilisation des ressources additionnelles). Ainsi, il correspond avec une tendance actuelle graduellement parmi les bailleurs/PTF d'opter pour des approche multi-volet afin de optimiser l'impact.

Concrètement, le programme va mettre en œuvre les activités suivants (en résumé)

- Appui logistique et technique aux mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflit (les ERAR, CCS, COFO) en matière d'identification/analyse de conflit, la planification, la communication auprès des communautés, plaidoyer pour améliorer les législations relatif au gestion fonciers. Accent fort sur des activités en faveur de l'inclusion structurelle des femmes et des jeunes (et leurs priorités) au sein de ces structures;
- Renforcement de la présence, la redevabilité et la qualité de structures de sécurité (police, gendarmerie) à travers un appui technique (formation/accompagnement), quelques travaux de réhabilitation, la mise en place d'un police de proximité, appui sur le traitement des dossiers de VBG et l'appui aux structures internes et externes de contrôle;



- Renforcement de la présence, la redevabilité et de la qualité des acteurs de la justice dans la zone, à travers un appui aux efforts de la transformation et équipement des juridictions dans la zone et la mise en œuvre d'un programme de formation continue/spécialisé pour les juges, accent spécifique sur le traitement des dossiers VBG, l'appui aux structures internes et externes de contrôle et la lutte contre la corruption.
- Appui aux renforcement des structures pénitentiaires dans la zone à travers la mise en œuvre de la politique de réinsertion, l'informatisation, formation spécialisée et réhabilitation (suite projet Mandela).
- Renforcement de l'accès à la justice, pour les survivants VSBG en particulier, à travers l'appui à la mise en place d'un système durable d'aide juridique et judiciaire, la mise en place d'un one stop centre à Menaka, et appui aux structures de lutte contre l'impunité (CNDH);
- Appui à la mise en œuvre du plan d'action de la Politique Nationale de Prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme au Mali dans les zones du projet.

Cette stratégie est basée sur l'analyse que la rétablissement des services de sécurité et de justice se fera graduellement et par conséquent il faut se concentrer également sur le renforcement des infrastructures locaux de paix pour gérer les conflits en cours tout en travaillant à restaurer la présence et la confiance envers les institutions de sécurité/justice. De plus, des efforts de lutte contre la corruption au sein de ces institutions est mise en œuvre de manière transversale par le programme car elle reste l'une des premières raisons de la crise de confiance de la population envers les institutions de sécurité et de justice. Finalement, la PVE sera également transversal en raison de sa caractère multidimensionnel. De manière générale, le programme prévoit de limiter le plus possible le recours aux Organisations de la Société Civile pour la prestation de services aux populations, afin d'éviter la substitution et renforcer la confiance aux structures étatiques. Le programme fera cependant recours aux OSC pour toutes les activités de suivi et monitoring de l'action des instances étatiques.

L'approche PROSMED est également conforme à l'approche de stabilisation qui vise à offrir des dividendes de la paix aux communautés locales et à étendre progressivement l'autorité politique légitime dans des domaines spécifiques afin de jeter les bases d'une consolidation de la paix et d'un développement à plus long terme. De manière spécifique, le PROSMED prévoit de atteindre les résultats suivants (dont cinq indicateurs standards de développement de la politique néerlandaise):

Indicateurs	Baseline	2021	2021	2023	2024	2025
1.1 % des personnes qui font confiance en l'état pour promouvoir la cohésion sociale, la réconciliation et la paix dans les zones ciblées par le projet	78,97% (Donnée nationale 11/2020)*		+5% dans les zones ciblées		+10% dans les zones ciblées	+10% dans les zones ciblées
1.2.3. Nbre d'initiatives/infrastructures de paix mises en œuvre dans les communes des cercles ciblés par le programme ( <b>indicateur MFA/SROL</b> )	0	0	77	129	181	233
1.3.3. % de mécanismes de gestion et prévention des conflits regroupant au moins 30% de jeunes et de femmes dans les communes couvertes par le projet	Baseline à établir avant le démarrage des activités	15%	30%	40%	50%	60%
2.1% des populations qui font confiance aux acteurs de sécurité (police/gendarmerie) dans les localités ciblées ( <b>indicateur MFA/SROL</b> )	59,49% (police) ; 88,01% (gendarmerie)(Donnée nationale 11/2020)	/	+3% dans les zones ciblées	/		+6% dans les zones ciblées

2.2. % des populations qui ont sollicité un acteur de la sécurité dans les 6 derniers mois et qui sont satisfait de la réponse apportée. <b>(indicateur MFA/SROL)</b>	47,8% (Donnée nationale 11/2020)	/	+3% dans les zones ciblées	/		+6% dans les zones ciblées
2.4 % de détention préventive dans les localités ciblées	70% (2020)	/	-5% dans les zones ciblées	/	-	-10% dans les zones ciblées
2.3 des populations qui font confiance aux acteurs de la justice dans les localités ciblées	55,22% (Donnée nationale 11/2020)	/	+5% dans les zones ciblées	/		+10% dans les zones ciblées
2.3.1 Nbre de comités consultatifs de sécurité (régionaux et communaux) opérationnels	0	17	23	25	27	31
2.3.3 Nbre de personnes vulnérables bénéficiant d'une aide légale (désagrégé par sexe) <b>(indicateur MFA/SROL)</b>	0	0	100	200	250	300
2.4.3 Nbre de femmes victimes de VBG bénéficiant d'une aide légale <b>(indicateur MFA/SROL)</b>	0	25	50	100	125	150
2.5.1. Nbre de dossiers en lien avec des graves violations jugés par la justice ordinaire/militaire (désagrégé par juridiction)	0	0	5	10	12	15
3.1.2. Nbre de missions d'inspections des services judiciaires réalisées dans les zones ciblées	0	5	5	5	5	2
3.2.1. Nbre de jugements rendus sur les dossiers du PEF (désagrégé par sexe)	0	10	25	40	50	60
3.3.2. % de dénonciations (OSC) traitées et soumises aux organes étatiques compétents	0%	5%	5%	5%	5%	5%
4.2.3. Nbre d'initiatives de PEV, identifiées sur la base des diagnostics réalisés dans les zones ciblées, mises en œuvre par le projet	0	0	77	154	175	233
4.3 % des populations (F/M) qui considèrent que le recours à la violence est la meilleure façon de réagir à une attaque contre la communauté <b>(indicateur MFA/SROL)</b>	21,22% (Donnée nationale 11/2020°)	/	-3% dans les zones ciblées	/	/	-6% dans les zones ciblées

\*Explication additionnelle du PNUD vis-à-vis le Baseline de l'indicateur 1.1 : Cet indicateur mesure la confiance envers l'Etat dans la promotion de la cohésion sociale, il ne s'agit pas d'un indicateur évaluant la confiance de la population envers l'Etat. La question était la suivante : " *Faites-vous confiance à l'Etat pour promouvoir la cohésion sociale, la réconciliation et la paix au Mali* ". Pour l'enquête 2020, 78,9% était la donnée moyenne nationale mais la situation diffère beaucoup selon les régions/cercles. Les données de Ségou (69,15%) ou Kayes

(43,21%) sont beaucoup plus faibles, surtout dans certains des cercles où le PROSMED prévoit de travailler (Macina 50% ou Yelimane (16,09%). Dans l'enquête menée dans le cadre du programme dans les zones d'intervention, des questions spécifiquement liées à la confiance de la population envers les acteurs de l'Etat (politiciens, députés, gouverneurs...) ont été incluses et ces données ne sont malheureusement pas aussi élevées et se différencient beaucoup entre les zones cibles. Les données spécifiquement liées aux zones d'intervention seront incluses dans les rapports annuels.

En terme de groupes cibles touchés par le programme, PROSMED prévoit que le programme bénéficierait aux:

- 2 670 Acteurs de la sécurité et de la justice:
- 2 960 Acteurs traditionnels et religieux
- 600 personnes vulnérables bénéficieront d'un accompagnement juridique

En plus, à travers les quatre résultats du programme, au moins 30 000 femmes seront directement ciblées (au moins 30 % de la population ciblée), y compris 200 survivants VBG, et 20 000 jeunes (15-35 ans).

Finalement, de manière générale le programme cible la population de 21 cercles avec une population totale de plus de 5 Millions. Les activités du programme ciblent directement 80 000 personnes au sein de ces cercles pendant les 4 années du programme. En plus, la population bénéficiera indirectement de l'appui apporté aux acteurs de sécurité/justice et aux mécanismes de prévention des conflits et de la campagne de sensibilisation des radios communautaires.

#### Leçons apprises

Dans sa formulation, le PROSMED a pris en compte des leçons apprises dans le cadre des programmes mis en œuvre par les partenaires du programme (PNUD, MINUSMA, ONU Femmes) et par d'autres partenaires au développement (UE, IDLO, USAID et DEMESO notamment). Le document de projet a été développé sur la base des activités réalisées dans le cadre du plan d'initiation de projet du PROSMED mis en œuvre de janvier 2020 à juin 2021. Suite à l'expérience positive de collaboration, le PROSMED a opté de continuer avec la logique d'un projet conjoint avec la MINUSMA (tel qu'était le cas avec le projet Prison Mandela) en élargissant à ONU Femmes. Les principaux constats réalisés à travers la réalisation des précédents programmes et qui ont été pris en compte pour l'élaboration du PROSMED sont les suivants :

- *Concentration des activités dans des zones spécifiques afin de maximiser leur impact* auprès des populations: l'évaluation du programme pays du PNUD (CPD 2015-19) a clairement démontré qu'il était nécessaire de rationaliser les interventions en les concentrant dans des zones géographiques précises afin de pouvoir maximiser l'impact des interventions auprès des populations.
- *Nécessité d'intervenir sur plusieurs problématiques complémentaires* afin d'avoir un impact réel en terme de restauration de la confiance des populations envers les acteurs étatiques. Ce constat est venu du projet Tchimi Hougou (la restauration de l'autorité de l'état et de l'accès à la justice au Nord) et le projet prison GFP Mandela (les deux appuyés par les Pays-Bas) ainsi que des autres programmes sectoriels.
- *Focus sur la redevabilité interne et externe des acteurs* appuyés par le programme : beaucoup d'investissements (techniques et logistiques) ont été réalisés dans le cadre de précédents programmes en appui aux acteurs de la sécurité et de la justice sans que les résultats espérés n'aient été obtenus. C'est pour cette raison que le programme a prévu la mise en place d'un système de redevabilité interne (à travers l'appui aux inspections et ministères concernés) et externe (à travers la société civile, la CNDH et les plateformes d'échange comme les CCS) pour s'assurer que les investissements réalisés ont effectivement un impact dans les localités ciblées.

- *Renforcement de la présence et des capacités des acteurs de sécurité et de la justice* : Certaines activités et projets mis en œuvre précédemment (MINUSMA, IDLO, UE...) ont rencontré des limites en termes d'impact à cause de la présence très limitée des acteurs sur le terrain. Il est ainsi nécessaire de renforcer et pérenniser cette présence en d'appuyer l'amélioration de leur efficacité et de l'accès des populations à ces services.
- *Une approche trop « court-terme » adoptée par le passé par certains acteurs n'a pas permis d'améliorer durablement l'effectivité des services.* C'est pour cette raison que le programme a réalisé une évaluation détaillée des besoins et développés des plans d'appui sur quatre ans qui permettront de traiter l'ensemble des insuffisances constatées.
- *Appui au secteur pénitentiaire:* L'évaluation finale du projet Prison Mandela a mis en évidence certains points sur lesquels des efforts restent à faire afin de pérenniser l'impact des actions menées. Ces actions ont été repris dans le cadre du résultat 2 du programme PROSMED.
- *Evaluation de l'impact des activités auprès de populations* : la plupart des projets mis en œuvre précédemment ont été évalué sur la base des activités menées et non de l'impact qu'ils ont eu en termes d'accessibilité effective des services et de confiance des populations. C'est pour cette raison que le programme a réalisé une étude de perception dans les zones visées qui a permis d'évaluer le niveau de confiance des populations envers les acteurs visés et qui sera répétée tout au long du programme afin d'évaluer l'impact réel des activités auprès des populations.
- *Pérennisation des activités* : certains appuis très pertinents ont pu être fournis en lien avec l'accès des populations à la justice (DEMESO, USAID) mais ces appuis apparaissent difficilement pérennisables et leur impact est parfois limité à cause de certaines difficultés à assurer un lien entre l'offre et la demande de services. Le PROSMED prévoit d'appuyer les initiatives en cours (notamment DEMESO) mais va travailler à la mise en place d'un système étatique pérenne d'assistance juridique et judiciaire tout en facilitant le lien entre les services déjà disponibles et certains besoins d'assistance constatés sur le terrain (notamment parmi des personnes détenus).

### **2.2.2 Appraisal**

<b>Task</b>	<b>Appraisal (Yes/No, plus reasons):</b>
The proposal and the contextual risks (see section 4) have been agreed with the mission(s) concerned.	Oui, la proposition entière a fait l'objet d'un Intake après plusieurs séances de travail/dialogue entre l'équipe PROSMED et l'ambassade. DSH a également fourni des commentaires ainsi que les collègues de l'ambassade du Niger et Burkina Faso. L'ensemble des contributions ont informé la rédaction d'une deuxième version de la proposition technique. La proposition contient un analyse de risques bien élaboré et sur base des commentaires fait par l'Ambassade.
The proposal is based on a careful and thorough contextual analysis (including a gender analysis) that results in a logical problem definition and objective.	Oui, la proposition procède à une analyse rigoureuse du contexte générale et les aspects liés à la problématique de la crise de confiance en état de droit au Mali. Cette analyse a été informé par plusieurs études (de perception) et pièces de recherche cités dans la proposition. En plus, une série d'études et d'activités pilotes qui ont été mise en œuvre lors de la phase pilote ont été prises en compte dans la conception du document de projet. Une enquête de perception a été réalisée (SIPRI) afin de renseigner les données de références des différends indicateurs du programme.

<p>Based on the problem formulated, the proposal explains in a logical manner why the intervention is aimed at the specified geographical location.</p>	<p>Oui, la choix de zones d'intervention est bien justifié, et a été fait sur base de plusieurs critères, notamment a) le niveau de conflictualité de ces zone ; le niveau de violence de ces zones; b) les stratégies nationales en matière de redéploiement des forces de sécurité; c) la dernière liste des PSDG et le plan de retour de l'administration en cours de finalisation sous la coordination du CRSS; d) La complémentarité avec des interventions déjà en cours dans ces zones.</p> <p>Dans les cercles des régions du Centre-Nord où l'instabilité et la violence perdurent depuis plusieurs années, les interventions auront pour objectif de stabiliser progressivement la situation. Dans les cercles des régions du Sud, qui ont été sélectionnés car ils font l'objet d'infiltrations répétées des groupes terroristes armés, le programme aura pour objectif de contribuer à prévenir un éventuel élargissement progressif de la crise dans ces localités.</p>
<p>The proposal justifies the choice of target group and the target group's gender-specific interests and needs.</p>	<p>Oui, tel que énuméré ci-dessus, vu sa stratégie intégrée et holistique, le programme vise à cibler plusieurs groupes à différents niveaux : les acteurs de la justice (formelle et informelle) et de sécurité ainsi que des personnes vulnérables bénéficiant de l'aide judiciaire. De manière plus générale, une population des jeunes et femmes sera ciblé en particulier à travers les différents composantes. Le choix de groupes cibles est sur base d'un analyse de besoins et de vulnérabilité et suivant l'approche LNOB décrit ci-dessus.</p>
<p>The proposal sets out which relevant actors were involved in formulating the proposal and what influence they had on its content.</p>	<p>Oui, les acteurs pertinents ont été identifiés et leurs rôles précisés. Le document de programme a été formulé en consultation avec les différentes structures concernées, et le plan de travail a été validé par les quatre Ministères impliqués.</p>
<p>A stakeholder analysis (incl. women and young people) has been carried out and the results incorporated into the proposal.</p>	<p>Les principaux acteurs clés sont mentionnés dans la proposition : une cartographie des partis prenantes est annexé. En plus, une cartographie détaillé par secteur d'intervention pour les régions ciblées a été réalisé lors de phase préliminaire du PROSMED afin d'assurer une complémentarité avec d'autres actions déjà en cours et d'identifier les possibles synergies à exploiter dans la mise en œuvre de ce nouveau programme.</p>
<p>Insights and lessons learned from the following sources have been used in formulating the proposal:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• previous or comparable activities</li> <li>• published evaluations</li> <li>• relevant publications (academic, online, etc.).</li> </ul>	<p>Oui, tel que mentionné ci-haut, la stratégie et ciblage du programme a été informé par les leçons apprises des programmes précédentes (soit mise en œuvre par les agences onusiennes impliqués soit par d'autres) y compris le projet Prison Mandela et Tchimi Hougou (précédemment appuyés par les Pays-Bas), ainsi que des pièces de recherche, un étude de perception dans les zones de ciblage, ainsi que 2 cartographies (de projet en cours et des interventions en cours dans les zones géographiques ciblées), et un analyse de partis prenantes.</p>

<p>In the case of technological solutions:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• the added value and risks associated with the solution(s) have been considered carefully</li> <li>• the most efficient technology has been chosen</li> <li>• the technology has been developed with the users to reach a diverse user group</li> <li>• an analysis of the local digital ecosystem (strengthening existing system, no duplication and not standalone).</li> </ul>	<p>N/A</p>
--	------------

### **2.3 Cooperation, harmonisation and added value**

<b>Task</b>	<b>Description</b>
<p>Briefly describe:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• whether the proposed activity involves cooperation with, for example, Dutch organisations, other donors, local organisations or other parties;</li> <li>• how this cooperation contributes to harmonisation, complementarity, joint financing, delegated cooperation (silent partnership) and multidonor financing;</li> <li>• the added value of the activity in relation to other activities by donors, NGOs and local authorities.</li> </ul>	<p>Oui, tel que décrit ci-haut, les synergies sont recherchés avec les autres intervenants dans les zones ciblées, y compris des programmes appuyés par les Pays-Bas. La collaboration avec DEMESO et IDLO en particulier a été déjà établie sur terrain lors de la phase pilote. Deux cartographies des projets, y compris ceux financés par les Pays-Bas, ont été annexés à la proposition.</p> <p>La motivation principale pour développer une approche programmatique est d'améliorer la cohérence des interventions dans les zones ciblées, à travers une modalité de co-financement. Actuellement PROSMED est financé par plusieurs sources de financement venant de différents projets, y compris de l'UE. Pour élargir vers 21 cercles ciblés par le programme, l'équipe continuera de mobiliser des ressources additionnelles. Dans ce cadre, les négociations sont en cours avec l'Allemagne et la Suède.</p> <p>Le programme est complémentaire à notre programmation dans le secteur de justice/état de droit en cours, notamment en remplissant quelques lacunes importantes en matière d'accès de la justice (pour les femmes en particulier et avec une approche plus durable), PVE et sécurité communautaire, en particulier. Par exemple, dans le domaine de l'accès à la justice, le PROSMED vise à travailler à une stratégie durable – sous le lead de l'état) de l'aide légale, qui est complémentaire à notre stratégie à court terme d'appui aux services de l'aide judiciaire/juridique à travers une ONG (DEMESO).</p> <p>De plus, le programme s'inscrit dans les objectifs des cadres stratégiques nationaux et sectoriels du Mali, tel que l'axe 1 du CREDD (2019-23) relatif à la Consolidation de la démocratie et de l'amélioration de la gouvernance.</p>

## **2.4 Channel and aid modality (including alignment)**

<b>Task</b>	<b>Description</b>
<p>Briefly describe:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• whether the aid modality selected is appropriate and why;</li><li>• whether the degree of (financial and policy) alignment is substantiated; see the MACS risk analysis;</li><li>• whether the aid modality/channel has been chosen on the basis of a consideration of the available options;</li><li>• whether there is any contribution or co-participation from the recipients, and explain the level of co-participation.</li></ul>	<p>Le circuit financier proposé pour ce programme est approprié, et suit la modalité de contribution du projet Prison Mandela qui était conjointement mise en œuvre par le PNUD et la MINUSMA. Le PNUD sera Agent Administrative pour ce partenariat et par conséquent sera responsable de tous les rapports financiers et narratifs vers les Pays-Bas.</p> <p>L'ambassade a déjà eu deux partenariats avec le bureau pays PNUD au Mali et – sur base des rapport d'audit - la capacité de gestion financière du PNUD est bonne.</p> <p>PROSMED reçoit également un financement institutionnel de la part de PNUD (<i>Track funding</i>) pour une période de 4 ans.</p> <p>Le programme suit le protocole conjoint convenu entre les PTF pour le paiement des couts locaux.</p>

## **2.5 Monitoring (for details, see the [MEL guidelines](#))**

<b>Task</b>	<b>Description</b>
<p>Briefly describe:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• whether there is sufficient time and capacity available for monitoring and learning;</li><li>• whether the relevant BZ Theories of Change and results frameworks have been communicated to the implementing organisation and whether these align with BZ standard indicators;</li><li>• whether the Theory of Change/intervention logic/logframe for the activity has been set out in sufficient detail in terms of inputs, outputs, outcomes, assumptions and context variables;</li><li>• how the implementing organisation will organise the monitoring and whether the implementing organisation will deliver a separate <b>MEL plan</b>.</li></ul>	<p>Le développement de la Théorie de Changement a fait l'objet de plusieurs étapes de commentaires. Elle cadre bien avec la TdC du Ministère. Un cadre de résultats avec des indicateurs clés a été soumis avec la proposition, qui intègre les indicateurs du Ministère pour une meilleure harmonisation avec le cadre de résultats DGIS. Une partie de ces indicateurs seront alimentées par les données de l'étude de perception biennuel pour évaluer l'impact des activités. Les volontaires déployés dans les cercles et les OSC fourniront des données. Un spécialiste Suivi &amp; Evaluation financé par le PNUD sera chargé d'assurer le S&amp;E pour l'ensemble du programme. Un plan de S&amp;E détaillé pour les cinq ans sera élaboré dès que le spécialiste de Suivi &amp; Evaluation est recruté.</p>

## **2.6 Evaluation ([click here for the quick reference guide](#)) (for details, see the [MEL guidelines](#))**

<b>Task</b>	<b>Description</b>
<p>Describe briefly:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>For activities:</u><ul style="list-style-type: none"><li>- worth EUR 5 million or more'; or</li><li>- of strategic importance; or</li><li>- involving political risks/interests; or</li><li>- for which evaluation has been agreed with parliament</li></ul></li></ul>	<p>Une évaluation mi-parcours et une évaluation finale sont planifiés pour 2023 et 2025, et incorporés dans le budget.</p>

- |  |  |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>○ whether the implementing organisation has been informed about the MANDATORY FINAL EVALUATION and the procedure BZ follows in this regard;</li> <li>○ whether it has been agreed to include specific questions in the final evaluation. State the questions here.</li> <li>• <u>For all other activities</u>, briefly describe: <ul style="list-style-type: none"> <li>○ whether an evaluation or mid-term review will take place and, if so, when.</li> <li>○ whether sufficient budget has been set aside and whether there is a timetable to ensure the evaluation procedure starts on time;</li> <li>○ who is going to organise the evaluation - this can be BZ or the implementing organisation that hires an evaluator;</li> <li>○ whether it has been agreed to include specific evaluation questions in the final evaluation.</li> </ul> </li> </ul> |  |
|--|--|

## **5. Implementation and agreements**

### **5.1 Budget**

Le budget original du programme s'élevé à USD 32M, avec un montant de 10,5 M encore à mobiliser. L'équipe de programme est confiant que ils vont pouvoir mobiliser le restant au fil de l'année prochaine. Jusqu'au fin 2022, le plan de travail a été développé sur base d'un budget 15,3 M USD, avec une diminution des zones de ciblage (de 21 au 17) tout en gardant la cohérence de différents piliers du programme. La taille et la composition de l'équipe a été également modifié afin de vieillir à ce que les couts globaux de gestion/personnel reste inférieur à 20% du budget global.

Les discussions sont en cours avec l'Allemagne et la Suède pour compléter le budget actuel, mais il est attendu que cela ce ne matérialiserait pas avant 2022. En fonction de la disponibilité des fonds, le projet prévoit d'intervenir au Sud du pays, vu la dégradation rapide de la sécurité dans ce zone. Au-delà de la contribution de Pays-Bas, le programme reçoit des autres financements des projets différents, dont l'aperçu est présenté ci-dessous.

The fee for indirect costs (GSM, 8%) and administrative agent levy (1%) are in conformity with donor agreements and the General Arrangement.



		2021	2022	2023	2024	2025	Total
<b>Résultat 1</b>	Activités	\$ 909.829	\$ 1.235.105	\$ 675.000	\$ 675.000	\$ 350.000	\$ 3.844.934
	Appui technique	\$ -	\$ 16.911	\$ 16.911	\$ 16.911	\$ - 8.456	\$ 59.189
<b>Résultat 2</b>	Activités	\$ 5.170.510	\$ 3.799.299	\$ 3.571.631	\$ 2.681.631	\$ 1.021.631	\$ 16.244.702
	Appui technique	\$ 101.513	\$ 206.444	\$ 134.322	\$ 71.822	\$ 35.911	\$ 550.012
<b>Résultat 3</b>	Activités	\$ 346.795	\$ 609.641	\$ 650.000	\$ 550.000	\$ 250.000	\$ 2.406.436
	Appui technique	\$ -	\$ 16.911	\$ 16.911	\$ 16.911	\$ - 8.456	\$ 59.189
<b>Résultat 4</b>	Activités	\$ 232.767	\$ 592.358	\$ 560.000	\$ 604.786	\$ 304.491	\$ 2.294.401
	Appui technique	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
<b>Management, M&amp;E et Com</b>		\$ 320.259	\$ 905.817	\$ 1.205.702	\$ -1.173.876	\$ 699.454	\$ 4.305.108
<b>GMS and Levy</b>		\$ 205.872	\$ 640.934	\$ 620.207	\$ 525.817	\$ 243.199	\$ 2.236.029
<b>Grant total</b>		<b>\$ 7.287.544</b>	<b>\$ 8.023.420</b>	<b>\$ 7.450.684</b>	<b>\$ 6.316.754</b>	<b>\$ 2.921.597</b>	<b>\$ 32.000.000</b>

### **5.1.1 Breakdown of costs**

Equilibre coûts directes et indirectes : coûts de gestion 20% du budget (USD 4,3 million *Management, M&E et Com* et USD 2,2 million *GMS (max. 8%) and Levy (1%)*). Les coûts de gestion en 2021 (USD 320.259) et 2021 (905.817) sont spécifiés dans le « Werkplan 2021-2022 ».

### **5.1.2 Financing**

USD/EUR conversion rate 1/09/21: 0,845

	<i>USD</i>
<b>Total budget</b>	32.000.000
Implementing organisation's and partners' own contribution (TRAC 1, TRAC 2 et Fonds RoL GP 2021, HQ UN Women)	1.343.365
Firm commitments by other donors (itemise by donor) – see detailed list below	8.487.739
Dutch contribution	11.627.908
<b>Still to be financed</b>	10.540.989
Soft commitments by other donors	
<b>Uncovered balance</b>	
<b>Evaluation costs</b>	
<i>If you are planning to carry out an evaluation on the activity, provide an estimate for these costs.</i>	

Aperçu des sources de financement confirmés du programme (en USD):

	2021	2022	2023	2024	2025	Total
<b>Fonds Pays-Bas</b>	\$ 2.906.977	\$ 2.906.977	\$ 2.906.977	\$ 2.906.977	\$ -	\$ 11.627.907
<b>TRAC 1</b>	\$ 213.988	\$ 190.000	\$ 150.000	\$ 150.000	\$150.000	\$ 853.988
<b>TRAC 2</b>	\$ 89.377	\$ -				\$ 89.377
<b>Fonds RoL GP 2021</b>	\$ 250.000	\$ -				\$ 250.000
<b>Projet PVE</b>	\$ 216.791	\$ -				\$ 216.791
<b>PBF Impunité</b>	\$ 458.285	\$ 376.188				\$ 834.473
<b>PBF PROPAJER</b>	\$ 158.282	\$ 254.558				\$ 412.840
<b>Projet Ue Transition</b>	\$ 203.382	\$ 286.926				\$ 490.308
<b>MINUSMA TF PNUD</b>	\$ 310.036	\$ -				\$ 310.036
<b>PBF Impunité (Budget ONUFEMMES)</b>	\$ 255.766	\$ 330.000				\$ 585.766
<b>Suisse (SDC)/ Norway</b>	\$ 65.000	\$ 31.000				\$ 96.000
<b>HQ UNW/Pays Bas</b>	\$ 150.000	\$ -				\$ 150.000
<b>PBF Femmes et conlit lié aux ressources naturelles</b>	\$ 72.000	\$ -				\$ 72.000
<b>MINUSMA TF DAC</b>	\$ -	\$ 250.000				\$ 250.000
<b>MINUSMA CAD (RBB)</b>	\$ 240.250	\$ 240.250				\$ 480.500
<b>MINUSMA TF SAJP</b>	\$ 1.830.000	\$ 130.000				\$1.960.000
<b>MINUSMA SAJP (RBB)</b>	\$ 329.500	\$ 745.831				\$1.075.331
<b>MINUSMA DDHP (RBB)</b>	\$ 21.101	\$ 70.000				\$ 91.101
<b>MINUSMA TF UNPOL</b>	\$ 1.612.594	\$ -				\$ 1.612.594
<b>Total Fonds disponibles</b>	<b>\$ 9.383.327</b>	<b>\$ 5.811.730</b>	<b>\$ 3.056.977</b>	<b>\$ 3.056.977</b>	<b>\$150.000</b>	<b>\$ 21.459.011</b>
Fonds à mobiliser						\$10.540.989

### 5.1.3 Other contributions

<b>Task</b>	<b>Description</b>
State what other – non-financial – contributions are relevant to implementation of the activity, such as deployment of volunteers, availability of buildings, materials, etc.	<p>Remaining assets from the finalized NL funded Prison Mandela project will be transferred to this programme for use by the team and its partners. It concerns mostly furniture, notebooks and a project car.</p> <p>At the local level, and through an agreement with the <i>Centre National de Promotion du Volontariat</i>, local volunteers will be engaged to carry out monitoring and follow up on activities at the local level.</p> <p>MINUSMA provides technical expertise, the costs of which are not included in the budget.</p>

#### **5.1.4 Budgetary risks**

<b>Task</b>	<b>Description</b>
If there is an uncovered balance, state how this will affect implementation of the activity (e.g. proportional reduction in outputs or omission of regions) and how this will affect the decision whether to fund this activity.	Dans le cas où la totalité du montant envisagé n'est pas mobilisée, le programme va continuer avec les 17 cercles et ne pas augmenter aux 21 cercles.

#### **5.1.5 Statement on the budget presented**

The budget presented does/does not satisfy the following requirements:

Budget is arithmetically correct	YES
Overheads are proportional to the outputs to be delivered. Please note: What is included? What is recharged? Are costs entered twice (e.g. as indirect costs and in the administrative cost allowance)? See NL-UNDP General Arrangement.	YES
Are the other amounts/rates in the budget acceptable in relation to the activity?	YES
Is the budget suitable as a management tool (linking of outputs – budget)	YES
Implementation is conditional on budget being amended*	N/A

\* *Specify the requirements that the budget must satisfy and the date by which the budget must be amended.*

<b>Task</b>	<b>Description</b>
Briefly describe any anomalies that were identified when assessing the budget and any changes made to the budget as a result.	N/A

#### **5.2 Prepayments**

##### **5.2.1 Earmarking multi-donor activities**

<b>Task</b>	<b>Description</b>
Is the Dutch contribution to the programme earmarked (i.e. reserved for a specific purpose)? If so, specify the reasons why.  Are other donors' contributions earmarked? If so, explain how this will affect reporting.	No. NL funds will not be earmarked. The NL contribution covers approx. 74% of the overall budget. Indirectly, the NL is key donor of a number of the other projects in the list (PVE, PBF, GP, Minusma Trust Fund, all results can be claimed/attributed to the NL contribution.

##### **5.2.2 Prepayment/no prepayment**

<b>Task</b>	<b>Description</b>
Using the <a href="#">prepayment decision tree</a> , assess whether the payments need to be entered as prepayments and give reasons for this. Give the outcome of this assessment along with a brief explanation in this section.  In the case of lump sum funding, assess this against the applicable criteria and give the reasons for your choice.	Prepayment

##### **5.2.3 Grant with a repayment obligation, loans, equity investment or guarantee**

<b>Task</b>	<b>Description</b>
<p>Does the Dutch contribution take the form of a grant with a repayment obligation, a loan, an equity investment or a guarantee (either in whole or in part)?</p> <p>Are there revolving funds? What will happen to any residual funds?</p> <p>If so, briefly set out the consequences for accounting and how correct processing in the financial records will be ensured.</p>	No

#### **5.2.4 Accounting for prepayments**

<b>Task</b>	<b>Description</b>
<p>Set out the reporting obligations on the basis of which the prepayment can be closed, such as an audit report (if applicable) or a financial statement issued by the organisation itself.</p>	<p>Prepayments will be justified on the basis of approved yearly narrative, financial and PNUD certified statements.</p>

#### **5.2.5 Payment schedule**

Use the [payment schedule decision tree \(click here for the quick reference guide\)](#) to determine the required payment frequency for this activity.

**Task:** Give the outcome of this assessment along with a brief explanation in this section.

<b>Milestone payment date</b>	<b>Milestone payment currency and amount</b>
Size of first payment	USD 2.906.977
Date of next payment: September 2022	USD 2.906.977
Date of next payment: September 2023	USD 2.906.977
Date of next payment: September 2024	USD 2.906.977
<b>TOTAL</b>	<b>USD 11.627.908</b>

#### **5.3 Monitoring**

For activities that fall under a framework agreement (UN, IFI) or when a multi-donor arrangement is in place, the activity analysis decision tree and the decision tree for determining the type of audit opinion can be skipped.

##### **5.3.1 Substantive and financial reports**

<b>Task</b>	<b>Description</b>
<p>Use the <a href="#">activity analysis decision tree (click here for the quick reference guide)</a> to determine the required reporting information for this activity. Give the outcome and a brief explanation in this section.</p> <p><b>Task</b></p> <p>Set out any issues requiring special attention in terms of monitoring.</p>	<p>Annual Narrative and Financial Reports</p> <p>Annual Certified Financial Statements</p> <p>Annual Plans</p> <p>Mid-term evaluation 2023</p> <p>Final Evaluation 2025</p> <p>Detailed M&amp;E Plan</p>

##### **5.3.2 Audit opinions**

<b>Task</b>	<b>Description</b>
<p>Use the <a href="#">type of audit opinion decision tree (click here for the quick reference guide)</a> to determine whether an audit opinion is required for the activity. Briefly give the reasons in this section, along with the outcome of the decision tree. Will the auditor provide additional reports? Check the risks you set out in the risk section above. It may be desirable to have the audit opinion accompanied by an additional auditor's report on the risks set out above. You should ask your Control Unit for advice.</p> <p>If the organisation itself also makes prepayments you should ask the organisation's auditor to report on effective monitoring that the organisation carries out on prepayments.</p>	<p>UNDP is a multilateral organisation. Besides the annual financial report and certified financial statements no additional, external audit opinion is required.</p>

### **5.3.3 Annual plans and other reports**

State whether any other reports (annual plans, management assertions) are required in addition to the above narrative and financial reports.	Annual plans
--	--------------

### **5.3.4 Reporting obligations**

**Task:** Set out the reporting requirements in the table below, to ensure they are accurately incorporated in the decision/agreement.

<b>Type</b>	<b>Any specific requirements*</b>	<b>Period</b>	<b>Submission</b>
<b>Annual plan</b>		<a href="#">1-1-2023 – 31-12-2023</a> <a href="#">1-1-2024 – 31-12-2024</a> <a href="#">1-1-2025 – 30-09-2025</a>	<b><a href="#">30-11-2022</a></b> <b><a href="#">30-11-2023</a></b> <b><a href="#">30-11-2024</a></b>
<b>Narrative report*</b>		<a href="#">1-10-2021 – 31-12-2022</a> <a href="#">1-1-2023 – 31-12-2023</a> <a href="#">1-1-2024 – 31-12-2024</a>	<b><a href="#">31-03-2023</a></b> <b><a href="#">31-03-2024</a></b> <b><a href="#">31-03-2025</a></b>
<b>Financial report</b>		<a href="#">1-10-2021 – 31-12-2022</a> <a href="#">1-1-2023 – 31-12-2023</a> <a href="#">1-1-2024 – 31-12-2024</a>	<b><a href="#">31-03-2023</a></b> <b><a href="#">31-03-2024</a></b> <b><a href="#">31-03-2025</a></b>
<b>Final narrative report</b>		<a href="#">1-10-2021 – 30-09-2025</a>	<b><a href="#">31-12-2025</a></b>
<b>Final financial report</b>		<a href="#">1-10-2021 – 30-09-2025</a>	<b><a href="#">31-12-2025</a></b>
<b>Certified Financial Statements</b>		<a href="#">1-10-2021 – 31-12-2021</a> <a href="#">1-1-2022 – 31-12-2022</a> <a href="#">1-1-2023 – 31-12-2023</a> <a href="#">1-1-2024 – 31-12-2024</a> <a href="#">1-1-2025 – 30-09-2025</a>	<b><a href="#">31-07-2022</a></b> <b><a href="#">31-07-2023</a></b> <b><a href="#">31-07-2024</a></b> <b><a href="#">31-07-2025</a></b> <b><a href="#">31-07-2026</a></b>

<b>Mid--term evaluation report-***</b> The ToR will be shared with EKN in advance MTR-report		<i>1-10-2021 – 30-09-2023</i>	<b>31-03-2023</b>  <b>31-12-2023</b>
<b>Final evaluation report</b> The ToR will be shared with EKN in advance Final evaluation report		<i>1-10-2021 – 30-09-2025</i>	<b>31-03-2025</b>  <b>30-11-2025</b>
<b>Detailed M&amp;E Plan</b>		<i>1-10-2021 - 30-09-2025</i>	<b>31-03-2022</b>

*\* Narrative report: reports on the contributions by third parties (inputs), outputs, outcome, sustainability and the spending of the Dutch contribution in accordance with the latest approved budget. If a financial report (other than the A statement) is submitted separately, please insert a row.*

*\*\* See also the results given in section 5.3.1; if any additional criteria are desirable, insert them here.*

*\*\*\* Only include evaluation report as a reporting obligation if responsibility for carrying out the evaluation falls to the business partner. In that case, BZ must approve the ToR in advance. Evaluations costs should be part of the activity budget.*

<b>Task</b>	<b>Description</b>
For activities worth EUR 250,000 or more, state why an IATI narrative report is not a reporting obligation (if this is indeed the case). Also describe what has been agreed with the organisation in terms of implementation and what needs to be included in the contribution agreement or grant decision in this regard.	UNDP is a multilateral organisation, IATI reporting requirements are subject to discussion between UNDP and DMM. In line with DMM-advice, no IATI-conform reporting requirements will be included in the arrangement.